



Aziz Senni (Droite), président fondateur du Conseil de surveillance des "Business Angels des cités", remet le premier prix du Concours général session 2009 en anglais à Ayan Meer, lors de la cérémonie de remise des prix, le 3 juillet 2009, à la Sorbonne, à Paris.

Le mérite : voilà le maître mot qui qualifie le parcours et la réussite d'Aziz Senni, issu d'une famille modeste d'ouvriers, et aujourd'hui patron d'entreprise et responsable politique au sein du Nouveau centre, parti présidé par Hervé Morin, ministre de la Défense. Né à Khouribga en 1976, il passe son enfance dans la Cité du Val Fourré à Mantes-la-Jolie. Après un baccalauréat en série économie, il obtient un BTS transport et Logistique. S'inspirant des « Taxis Brousses » africains, il lance sa propre société de taxis collectifs. La réussite est au rendez-vous. En 2010, la société réalise un chiffre d'affaires de 3 millions d'euros, offrant du travail à une soixantaine de personnes en île de France. Il lance en 2002 l'association Nationale des Jeunes Entrepreneurs (A.N.J.E). En 2005, paraît son livre « l'ascenseur social est en panne, j'ai pris l'escalier », préfacé par son mentor Claude Bébéar, fondateur d'Axa et dont les droits d'auteurs ont été réservés à des collégiens du Val-Fourré sous forme de bourses au mérite. 2007 voit se concrétiser son grand projet : le lancement de BAC (Business Angels des Cités), premier fond d'investissement consacré au développement économique des banlieues. Il obtient le soutien de grands chefs d'entreprise tels E de Rothschild, Michel Pébèreau (BNP Paribas), Claude Bébéar (AXA), etc. En 2010, il reçoit des mains de Jean-Pierre Raffarin le prix Ethique et Gouvernance dans la catégorie PME. La même année en collaboration avec Catherine Bernard (journaliste économique) Aziz Senni publie son deuxième ouvrage "Monte ton biz : les dix commandements de l'entrepreneur des cités" (www.montetonbiz.fr) dont ses droits d'auteurs sont reversés à l'Association Nationale des Jeunes Entrepreneurs (www.a-n-j-e.fr). PAR MAËTI KABAL

Aziz Senni

Un Boss dans la Cité

Quelles sont tes responsabilités au sein du mouvement le « nouveau centre » et quelle place dévolue ce parti à ce que l'on appelle les minorités visibles ?

Au sein du Nouveau Centre, que j'ai rejoint en janvier 2010 sur invitation d'Hervé Morin (Ministre de la Défense), j'occupe la fonction de Secrétaire National en charge des Entreprises et participe à l'élaboration de propositions concrètes liées à ce thème pour lequel j'ai beaucoup de passion. Le Nouveau Centre, et particulièrement son président Hervé Morin, attache énormément d'importance à cette notion de diversité, de méritocratie et d'équilibre des chances comme on l'a pu encore l'entendre récemment dans son discours de rentrée politique lors des Universités d'été de la Grande Motte. Au sein du Nouveau Centre, il n'y a pas de Monsieur ou Madame diversité, nous pensons que cette étape est dépassée et qu'aujourd'hui la diversité doit s'exprimer à travers les compétences. Je pense être un bon exemple en la matière. JE ne suis pas le Maleck Boutih du Nouveau Centre. Je m'attache à apporter mes compétences de chef d'entreprise expérimenté sur d'autres sujets que celui de la diversité et des banlieues (qui sont des sujets auxquels j'attache beaucoup d'importance). Mais nous pouvons aussi prendre le cas de Damien Abad, député européen NC atteint d'un handicap qui exerce son mandat de manière remarquable.

Que veut dire être Français pour toi ? Tu te définis comme franco marocain ou Français tout court ?

Ma définition est simple. Être français pour moi c'est être capable de dire "mes ancêtres les Gaulois et mes ancêtres les Arabes" je suis l'héritier de deux civilisations aussi brillante l'une que l'autre. Devoir choisir l'une ou l'autre ce serait me diminuer. Je suis un patriote français dont le pays préféré est le Maroc.

Que t'inspire le discours de Sarkozy à Grenoble et le verrouillage sécuritaire en cours ?

Une politique sécuritaire, à elle seule, ne constituera jamais un programme d'avenir pour un pays. La fermeté sécuritaire sans la justice économique et sociale c'est le début de la dictature. Oui notre pays a besoin de sécurité mais

il a tout aussi besoin de développement économique et social. Il est urgent de contrebalancer la situation tendue en mettant en avant des propositions concrètes en faveur des plus faibles, particulièrement dans les zones rurales et urbaines de notre pays. Proposons par exemple la création d'un Comité d'expansion économique des banlieues. Une sorte d'ANRU économique dont la mission serait de soutenir la création d'entreprises dans les quartiers, d'aider les PME qui y sont installées à se développer et de contribuer à faire venir d'autres entreprises sur ces territoires.

Du pragmatisme et du concret : voilà ce qui manque cruellement aujourd'hui et que nous, au Nouveau Centre nous souhaitons apporter dans le cadre du partenariat avec l'UMP.

Tu es à la tête du. B.A.C., (Business Angels des Cités), une structure dédiée au développement économique des banlieues. Quel est le bilan d'après trois ans d'existence et quelle en sont les dividendes politiques ?

BAC est un fonds d'investissement socialement responsable. C'est du business. Il n'y a aucun dividende politique sur ce sujet. Ce fond agit comme tous les fonds : BAC étudie des dossiers d'entreprises à potentiel de croissance ayant la particularité de se situer en banlieue. Si nous estimons que c'est un investissement rentable alors "nos y allons" avec un objectif de rentabilité annoncé.

Aujourd'hui BAC a investi plus de 2M€ dans 12 entreprises différentes.

Y a-t-il eu des soutiens de la part des collectivités locales et des pouvoirs publics à cette initiative ?

BAC est une initiative privée avec une vision : permettre le développement économique des banlieues. J'ai levé les premiers 5 millions d'euros en 2007 auprès de personnes physiques parmi lesquelles Claude Bébéar (AXA), Eric de Rothschild, Gilles Cahen Salavador (LBO France), ect. La seconde levée de 15 M€ initiée en 2010 s'adresse à des entreprises privées telles que BNP, HSBC, AXA... Néanmoins, la Caisse des Dépôts a été sollicitée et a répondu présent en investissant lors de cette seconde levée de fond.

BAC est donc géré en grande majorité par des fonds privés.